

L'Édito - L'addition, par Philippe RECLUS



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro en charge de l'économie. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

« There is no free lunch » (on ne déjeune jamais gratuitement). L'adage rendu célèbre par Milton Friedman, prix Nobel d'économie, a sans doute déjà fait le tour de la planète à l'heure où chacun

commence à faire des additions sur les coûts de la crise. Quelles que soient les modalités et les conditions retenues pour faire face à la pandémie et ses conséquences humaines, sociales et économiques, la facture viendra tôt ou tard, qu'elle prenne la forme de l'impôt ou celle du chômage.

Face à la crise, les principaux acteurs institutionnels ont plutôt bien joué la première manche. Ils ont réagi avec rapidité à commencer par les banques centrales. Les États ont eux aussi vite réagi en adoptant des mesures visant à prendre en charge le coût de la chute inédite de la production provoquée par la mise en quarantaine de l'économie. Ils ont inscrit en priorité, dans ces mesures, la protection du financement des entreprises passant par la prise en charge du coût du travail dont le financement du chômage partiel est la mesure la plus emblématique. Objectif : éviter les licenciements et les faillites pour préserver les capacités de production lorsque la machine redémarrera.

Chaque acteur a assumé son rôle : les gouvernements ont suspendu temporairement les contraintes financières pesant sur les entreprises et les ménages. Les banques centrales ont supprimé, tout aussi temporairement, la contrainte monétaire pesant sur les États.

Cette chaîne d'actions a fonctionné au cœur de la crise. Jusqu'à quand jouera-t-elle pour la deuxième manche ? Les dispositifs de soutien restent plus que jamais nécessaires pour accompagner la réanimation de l'économie, pousser à la réorganisation des filières,

accompagner la relocalisation de certaines productions stratégiques, recapitaliser les entreprises et relancer la demande sachant que le redémarrage de la consommation est fondamental. Cela prendra inévitablement du temps et des moyens. Le message que vient d'envoyer le patronat européen en plaidant pour des mesures budgétaires massives de relance (jusqu'à 5% du PIB chaque année d'ici à 2023) est là pour donner des ordres de grandeur de l'effort à accomplir.

Là se trouve le vrai dilemme. Cette période de mise entre parenthèses de la vraie vie économique et monétaire peut difficilement trop durer. Mais en sortir trop vite et trop brutalement s'avère tout aussi risqué. Entre la drogue dure et l'arrêt cardiaque, la voie est étroite. Trop faire durer la vie artificielle, ce serait laisser croire que les banques centrales peuvent financer sans limite les déficits des États. Et finir par tuer la confiance dans la monnaie et dans les dettes des États. L'Europe en prenant ces derniers jours de nouvelles mesures mobilisant le Mécanisme européen de stabilité (MES) démontre en creux que le sujet mérite d'être pris au sérieux.

Qui plus est, laisser croire qu'on peut assurer un revenu sans travail, soutenir durablement des entreprises qui en temps normal n'auraient pas été viables, laisser des États dépenser largement plus que leurs recettes, reviendrait à favoriser le retour d'une inflation galopante aux coûts humains et sociaux insondables. L'histoire est là pour le rappeler.

Mais à l'heure où il faut réussir à relancer la demande il serait tout aussi hasardeux, pour supporter les coûts faramineux de cette stratégie, de provoquer une forte augmentation des impôts.

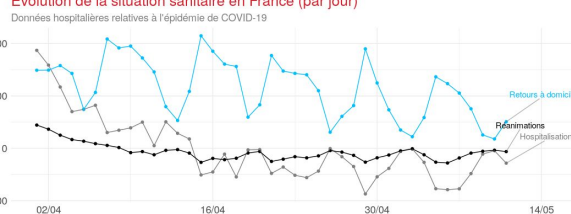
Entre assurer le déconfinement très progressif de cet encadrement monétaire et budgétaire exceptionnel (pour une crise exceptionnelle) et éviter de casser les premiers souffles d'une reprise, autant dire que tout le monde marche sur des œufs. Seule certitude, il faudra bien payer un jour l'addition. Et les compteurs tournent. « There is no free lunch ».

Tableau de suivi de l'épidémie

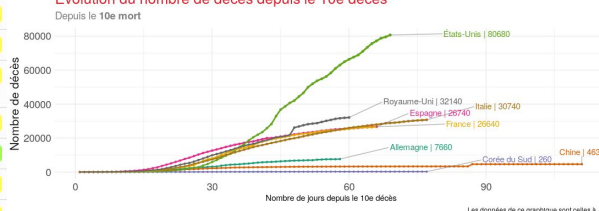
→ **Haussé du nombre de décès en France** - Alors que le nombre de décès avait sensiblement diminué dimanche dernier, avec un retour sur les niveaux relevés début avril, ce chiffre est reparti à la hausse hier. Si certains ont cru voir dans cette hausse une reprise de la diffusion de l'épidémie, alors même que la France entre en déconfinement, les explications seraient davantage d'ordre statistique. En effet, les chiffres du lundi sont biaisés par le week-end, et donc à prendre avec beaucoup de précaution.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	80682	1347881	18621	1156	6,0	1
France	26643	177423	453	263	15,0	1
Royaume-Uni	32141	224185	3882	211	14,3	1
Italie	30739	219814	744	179	14,0	1
Espagne	26744	227436	3046	123	11,8	0
Allemagne	7661	172576	697	92	4,4	1
Corée du Sud	258	10936	27	2	2,4	1
Chine	4633	82919	1	0	5,6	0

Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)



Regard d'expert - Le Qatar mieux armé que ses voisins face à la crise, par Bertrand BESANCENOT

Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Le Qatar est, comme on le sait, le pays qui bénéficie du revenu par tête le plus élevé au monde en raison d'une richesse gazière considérable (3ème réserves mondiales) et d'une population minuscule, moins de 3 millions d'habitants dont 10 % de nationaux. Il jouit par ailleurs d'une stabilité politique forte que l'embargo imposé par ses voisins a en réalité renforcée.

Toutefois cela ne l'empêche pas de rencontrer des difficultés, même si elles ne sont pas insurmontables.

En effet, avant même la crise sanitaire, le pays a enregistré en 2019 une baisse de son PIB, ce qui est passé inaperçu. Celle-ci est la conséquence de la crise dans le secteur des hydrocarbures : baisse des volumes livrés et surtout baisse des cours du gaz (qui sont indexés sur ceux du pétrole).

Sur le court terme, le Qatar aura donc du mal à passer entre les gouttes de la crise économique mondiale, étant donné sa dépendance de l'extérieur (a fortiori dans un contexte de blocus). Les prévisions de croissance du FMI pour 2020 sont de -4,3% (contre -2,7% en moyenne pour le CCEAG) ; celles de la Banque Mondiale de -3% et celles de la BNP de -4,7%.

Le ministre du pétrole a, à ce titre, mis en garde les hautes autorités sur le fait que la situation dans ce domaine ne redeviendrait pas normale avant un an et qu'il fallait donc dès maintenant s'ajuster en conséquence. D'où l'emprunt de 10 milliards de dollars lancé récemment - et couvert sans problème - pour des dépenses de soutien de l'économie, qui verra des arbitrages dans les grands projets, même si les plus stratégiques (notamment la préparation du Mondial et la défense nationale) devraient se poursuivre.

Regard d'expert - Le Qatar mieux armé que ses voisins face à la crise, par Bertrand BESANCENOT (suite)

S'agissant de la crise du Coronavirus, la progression quotidienne de la maladie - avec 600 à 900 nouveaux cas selon les jours, essentiellement parmi la main d'œuvre expatriée - n'est pas bonne, même si la structure de la population (seulement 1% de plus de 65 ans) fait qu'il y a très peu de morts. Cela explique que l'étude de l'université de Singapour sur les sorties de crise comparées entre 131 pays, place le Qatar parmi les tout derniers avec un pic au 28 mai et une sortie de crise fin août.

En conclusion, il est clair que sur le moyen/long terme le Qatar devrait s'en sortir mieux que ses voisins compte tenu :

- de la taille de sa population rapportée à ses revenus,

- du bel avenir promis au gaz naturel comme étant le moins polluant des hydrocarbures et donc le meilleur complément aux sources renouvelables, en attendant que les solutions de stockage de l'électricité ne fassent des progrès. La chute durable des cours du pétrole (et donc du gaz) devrait encore renforcer l'attrait de cette source d'énergie.

En bref, les fondamentaux sont bons, avec des réserves de gaz illimitées, au bénéfice d'une population très réduite. Le Qatar est d'ailleurs le seul pays du CCEAG - avec l'émirat d'Abou Dabi - dont la notation souveraine n'a pas été revue à la baisse par aucune des trois agences depuis le mois de mars.

Déconfinement(s) et fractures françaises – Si le confinement a fait ressurgir certaines inégalités territoriales, le déconfinement n'en a été que la confirmation. Les chaînes d'info en continu ont suivi, durant toute ce #DéconfinementJour1 (la timide mais néanmoins présente) reprise de la vie sociale et économique des Français. Dès lors, plusieurs tendances sont apparues durant toute cette journée, dans les médias ou sur les réseaux sociaux. Et dans l'opinion.

Car en effet, le premier jour de déconfinement a eu son lot d'enseignements sur certains phénomènes d'opinion, voire sur des phénomènes sociaux. Ces derniers sont liés aux inégalités, aux habitudes de consommation, et aux habitudes sociales, notamment au sein des grandes villes.

Les matinales ont été rythmées par l'arrivée des travailleurs, souvent nombreux, au sein des transports parisiens et franciliens. Face aux critiques de certains observateurs, déplorant une telle affluence dans les transports franciliens au premier jour de la phase de déconfinement, d'autres, souvent proches de la [gauche ou des syndicats](#), ont cherché à mettre en lumière que les afflux de passagers décriés ici étaient liés à la reprise du travail d'une population venant de banlieue, dès lors en première ligne en cas d'une éventuelle deuxième vague de Covid-19. Cette fracture territoriale qu'a tenté de démontrer une partie des observateurs sur Twitter n'a pu qu'être confirmée dans l'après-midi, quand le hashtag [#CanalSaintMartin](#) est arrivé en Top Tweets.

Qu'est-ce que cela révèle-t-il sinon que les inégalités mises en lumière entre Paris et sa banlieue pendant le confinement se sont poursuivies dès le premier jour de déconfinement ? En effet, alors que le [ministre de l'Intérieur a reproché l'irresponsabilité](#) de certains ayant pris d'assaut les berges de Seine afin de se retrouver entre amis, il est intéressant de faire le lien entre cette attitude dès le premier jour du déconfinement et la réticence, [selon le CEVIPOF](#), des plus diplômés à respecter le confinement et les mesures qui en découlent. [Une population souvent jeune](#), étudiante ou jeune cadre, qui bénéficie du télétravail ou de l'arrêt des enseignements.



Christophe Castaner @CCastaner · 18h

La réussite du #déconfinement passe par la prudence et le civisme de chacun. Face à l'irresponsabilité de certains comportements, j'ai demandé au @prefpolice d'interdire la consommation d'alcool le long du canal Saint-Martin et des voies sur berges.

642 625 2 k

Ce premier jour de déconfinement a également mis sur le devant de la scène un autre phénomène social qui a, à son tour, provoqué l'ire des observateurs : la rue dans les centres commerciaux, notamment en province, dès la réouverture. En témoigne les [hashtag #Zara](#) ou #Fnac, qui ont voulu montrer l'impatience d'une partie de la population avant la réouverture de ces enseignes, et les files d'attentes qui se sont formées, dès le matin, avant de pouvoir y entrer, notamment au sein des centres commerciaux. Christophe Guilluy avait déjà parlé de ce phénomène expliquant une certaine addiction des populations dites "périphériques" aux centres commerciaux, qui s'est confirmée le lundi 11 mai.

Ainsi, le premier jour de déconfinement a été riche en enseignements sur la société française et sa façon de vivre la fin du confinement. De l'obligation de travailler, en passant par l'impatience de certains de consommer, parfois de façon irrationnelle, jusqu'à "l'irresponsabilité" des Parisiens, tous les ingrédients des fractures françaises étaient présents pendant ce #DéconfinementJour1. ([Alexandre Trifunovic](#))

"Jour d'après" : la France déconfinée angoisse - Après deux mois d'attente, à quoi ressemble finalement ce fameux "jour d'après" ? Pour les Parisiens qui se sont pressés sur les bords du canal Saint-Martin, pour les clients des centres commerciaux et ceux des enseignes de fast food, le déconfinement est apparu comme une libération et comme l'occasion de renouer avec les formes de sociabilité et de consommation de la "vie d'avant" en rattrapant le temps perdu.

A une différence près cependant : les tombereaux de réactions critiques à leur encontre qui se déversent sur les réseaux sociaux pour stigmatiser ces comportements autrefois anodins, devenus désormais prétendument asociaux et inconscients. Le hashtag #Zara, sur lequel des photos et des vidéos de files d'attentes interminables ou montrant des foules massées dans des magasins de vêtements dès le lundi matin, s'est imposé comme l'un des principaux sujets de discussion au premier jour du déconfinement, s'élevant au rang de symbole de l'égoïsme supposément enraciné dans la population française. Et comme une preuve de la nécessité de faire preuve de fatalisme à l'égard d'une "deuxième vague" qui serait inéluctable, du fait du manque de précautions prises par leurs concitoyens.

Autres sujets d'inquiétude : l'école tout d'abord, dont la reprise suscitait tant et tant de craintes de la part des professeurs, des parents d'élèves et des acteurs du monde éducatif. Les images des enfants séparés dans les [cours de récréation](#) ont donné corps aux commentaires qui s'élevaient ces derniers jours contre des règles qualifiées d'absurdes pour organiser la distanciation sociale entre les enfants à l'école.

Les photos et vidéos de [rames de transports bondées](#) enfin, rythme désormais chaque matinée les conversations les plus animées sur les réseaux sociaux, à l'heure où les bureaux se remplissent à nouveau. Les images de personnes entassées dans les rames, qui suscitaient déjà en temps normal un certain mal-être et un certain sentiment de révolte, nourrissent désormais une peur diffuse d'une reprise des contaminations. Après les caissières et les livreurs, les employés et les cadres qui reprennent le travail sont eux aussi désormais des travailleurs exposés.

Loin de la fête que d'aucuns se figuraient pour marquer la décrue de l'épidémie et le retour des beaux jours, l'angoisse prédomine donc. [Un sondage Harras Interactive pour LCI](#) publié ce week-end, à quelques heures de la levée des mesures les plus restrictives, indiquait que 72% des sondés s'attendaient à un deuxième confinement. Une perspective qui est loin de pouvoir ramener l'optimisme au sein de la société française.



À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.

Pour vous abonner à la newsletter, merci d'envoyer un mail à contact@antidox.fr ou jbenadibah@eslnetwork.com